

KONTINYÉ VANSÉ POU LIBÉTÉ

**SALARIÉS, JEUNES, CHÔMEURS, RETRAITÉS, TRAVAYÈ, FANM É
NONM GWADLOUP,**

Malgré les menaces, les intimidations, les arrestations, les condamnations, les mensonges, les insultes, le mépris et autres trahisons, les derniers meetings, manifestations, actions de solidarité et de mobilisation ont été des succès encore et encore. **NOU PAKA LAGÉ ! WOULO POU TRAVAYÈ É PÈP GWADLOUP !**

Jeudi 10 mars, nous nous sommes invités au Conseil Départemental où le Président Guy LOSBAR n'a cessé de nous répéter inlassablement son incapacité et son incompétence à traiter la question de l'obligation vaccinale et à déroger à son application en Guadeloupe ; et cela avant de nous faire gazer par *lé manblo* alors que nous étions sous le hall à l'extérieur du bâtiment. **NOU PÈKÉ OUBLIYÉ !**

Et pourtant, dans plusieurs interviews accordés à Canal 10, à Guadeloupe Première et à l'AFP (Agence France Presse), ce dernier affirme ne pas appliquer l'obligation vaccinale pour les pompiers, environ 1500 personnes. Renseignements pris, il en est de même pour le personnel de la Collectivité Départementale concerné par l'obligation vaccinale. Les structures associatives de l'action sociale financées par le Département bénéficient également de cette même « souplesse ».

Ainsi, il apparaît que ce qui n'est pas possible le soit quand même et nous saluons ces décisions responsables, courageuses et pleines de bon sens ***dawwa Gwadeloupéyen pa ka piké, é tout péyi ka arété « obligation vaccinale » dawwa sa pa maché, piki-la pa opwen. BRAVO !***

Les autres structures du secteur médicosocial ne devraient-elles pas pouvoir en bénéficier également ? Mais surtout, nous devons nous interroger sur le blocage systématique quand il s'agit d'examiner la situation du personnel de ces établissements. Monsieur LOSBAR, Président du Département, n'est-il pas le Président du Conseil de surveillance des hôpitaux ? **PA LA PENN CHÈCHÉ LWEN !** La réponse est toute simple. **Sonjé !** dès son arrivée, le Directeur du CHU soutenu par la Direction de l'ARS a ouvertement mis en avant sa volonté de réduire le personnel du CHU d'environ 400 agents avant l'ouverture du nouvel hôpital car « *La masse salariale de l'hôpital n'est pas en adéquation avec ses recettes* » disait-il.

Nous l'aurons compris, le mépris des autorités et la méchanceté vis-à-vis des personnels soignants relèvent d'une position de politique budgétaire basée sur la réduction de la masse salariale par **le licenciement d'au moins 1000 agents** des Etablissements publics de Santé. Cela n'a rien à voir avec une quelconque stratégie sanitaire pour la protection des populations dans une Guadeloupe où à peine 10% de la population présente un statut vaccinal complet. Même au CHU, on ne parle plus de schéma vaccinal complet mais de « conformité » qui varie au gré des jours, des envies et des besoins. D'ailleurs, le pass sanitaire n'a pas été mis en place dans les collectivités ni dans les hôtels.

**SALARIÉS, JEUNES, CHÔMEURS, RETRAITÉS, TRAVAYÈ, FANM É NONM
GWADLOUP,**

Nous avons tous entendus Gabriel ATTAL, porte-parole du gouvernement, sur l'inefficacité des vaccins ; que Jean-François DELFRAISSY, Président du Conseil Scientifique, qualifie aujourd'hui de traitement. Nous avons tous vu des pays comme l'Angleterre, arrêter la vaccination obligatoire des soignants ou d'autres comme l'Autriche annuler la loi relative à l'obligation vaccinale. **I PAKA MACHÉ !**

Devant notre détermination et notre vaillance, il tente de nous fourguer leur dernière trouvaille : le NOVAVAX, en omettant de nous signaler que :

- L'adjuvant utilisé dans le NOVAVAX destiné à déclencher la réponse immunitaire contient des fragments d'ADN qui à terme auront les mêmes effets que l'ARN messenger ;
- La troisième dose est obligatoirement par substance ARN messenger ;
- **Pli bèl-la : « L'efficacité contre les variants Delta et Omicron (qui ont émergé après la fin du suivi des essais cliniques) restent à confirmer » é YO voyé-y ban nou kan menm !**

SALARIÉS, JEUNES, CHÔMEURS, RETRAITÉS, TRAVAYÈ, FANM É NONM GWADLOUP,

SA KLÈ, il s'agit d'une remise en cause généralisée des droits et des libertés pour poursuivre le démantèlement des services publics, le saccage des statuts et des conventions collectives et tenter de nous museler.

SALARIÉS, JEUNES, CHÔMEURS, RETRAITÉS, TRAVAYÈ, FANM É NONM GWADLOUP,

Il est légitime de se battre, de se liguer contre ce processus de destruction de la vie... Comment veulent-ils nous empêcher de dire, de penser, d'exiger ce que nous croyons bon pour nous et nos enfants alors que tout montre que ce sont eux les véritables fossoyeurs des peuples, des libertés et de la dignité des femmes et des hommes.

NOU PAKA LAGÉ

- **POUR LA RÉINTÉGRATION DE TOUS LES PERSONNELS SALARIES (SOIGNANTS ET MEDICO-SOCIAUX) ET LIBÉRAUX ; ET DES EMBAUCHES MASSIVES DE SOIGNANTS ET D'AIDES AUX PERSONNES ;**
- **POUR LA DEFENSE DES DROITS ET LIBERTES DES TRAVAILLEURS ET DE LA POPULATION CONTRE L'OFFENSIVE DU PATRONAT ET DU GOUVERNEMENT VISANT A DÉTRUIRE LES EMPLOIS SOUS DES PRETEXTES D'URGENCES SANITAIRES ;**
- **POUR LE RENFORCEMENT DE TOUS LES SERVICES PUBLICS ET L'ACCES AUX SOINS POUR TOUS.**

SALARIÉS, JEUNES, CHÔMEURS, RETRAITÉS, TRAVAYÈ, FANM É NONM GWADLOUP,

Nous avons tous une contribution à apporter pour faire cesser cette injustice et ce mépris.

PARTICIPONS MASSIVEMENT À TOUTES LES ACTIONS DE MOBILISATION, DE SOUTIEN ET DE SOLIDARITÉ ENVERS LES TRAVAILLEURS EN LUTTE ET LES MILITANTS VICTIMES DE LA RÉPRESSION POLICIÈRE ET JUDICIAIRE.

- **JEUDI 17/03/22 à 18H30** : MEETING Place de la Mairie à Capesterre Belle Eau.
- **VENDREDI 18/03/22 à 9H00** : 4ième Journée Santé « Spéciale AVC » – Bik CHU.
- **SAMEDI 19/03/22 à 8H30** : SANBLÉ Place Gerty Archimède à Morne-à-l'Eau.

SAMEDI 19/03/22 à 18H00 : SANBLÉ SOLIDARITÉ : Jé, Kont, Kout Tanbou épi JOMIMI – Bik CHU.

KONTINYÉ VANSÉ POU LIBÈTÉ